

RÉSUMÉ



Organisation  
internationale  
du Travail

# PERSPECTIVES POUR L' EMPLOI ET LE SOCIAL DANS LE MONDE

**EMBARGO**

Ne pas publier avant

23h01 GMT le lundi 19 janvier 2015

(00:01 CET le 20 janvier)

Tendances  
pour 2015

# **PERSPECTIVES POUR L'EMPLOI ET LE SOCIAL DANS LE MONDE**

Tendances pour 2015

Résumé

# NOUVELLES TURBULENCES DU CÔTÉ DE L'EMPLOI

L'économie mondiale continue de croître à des taux bien inférieurs à ceux qui prévalaient avant la survenue de la crise mondiale de 2008 et elle semble bien incapable de résorber le déficit d'emplois et de réduire les disparités sociales qui sont apparues. Le défi qui consiste à ramener le chômage et le sous-emploi aux niveaux d'avant la crise semble être devenu une tâche plus insurmontable que jamais et cette situation n'est pas sans comporter de sérieux risques sociaux et économiques.

## Le déficit d'emplois généré par la crise continue de s'aggraver

Ce rapport montre que les perspectives mondiales de l'emploi vont se détériorer dans les cinq prochaines années. Plus de 201 millions de personnes dans le monde étaient au chômage en 2014, soit plus de 31 millions de plus qu'avant le début de la crise mondiale. Et le chômage devrait s'accroître de quelque 3 millions de personnes dans le monde en 2015 et de 8 millions supplémentaires dans les quatre années suivantes.

Le déficit d'emplois dans le monde, qui fait état du nombre d'emplois perdus depuis le début de la crise, se chiffre actuellement à 61 millions de personnes. Si l'on prend en compte ceux qui vont arriver sur le marché du travail ces cinq prochaines années, ce sont 280 millions d'emplois supplémentaires qu'il importe de créer d'ici à 2019 si l'on veut combler ce déficit.

Les jeunes, et tout particulièrement les jeunes femmes, continuent d'être touchés de manière disproportionnée par la montée du chômage. Près de 74 millions de jeunes (âgée de 15 à 24 ans) étaient à la recherche d'un emploi en 2014. Le taux de chômage des jeunes est de trois fois supérieur à celui des adultes. Cette situation exacerbée du chômage des jeunes est le fait de toutes les régions et ce, malgré l'amélioration tendancielle du niveau d'instruction, ce qui ne fait qu'alimenter le malaise social.

## La situation de l'emploi s'améliore dans certaines économies avancées, mais reste néanmoins préoccupante dans la plupart des pays européens

On observe, d'une région à l'autre, une inversion de tendance dans les perspectives de l'emploi. La reprise de l'emploi se fait jour dans les économies avancées prises en tant que groupe – avec toutefois des différences sensibles entre les pays. Le chômage enregistre une baisse, renouant parfois avec les taux en vigueur avant la crise, au Japon, aux États-Unis d'Amérique et dans certains pays européens. Dans les pays d'Europe du Sud, le chômage recule lentement, après avoir atteint il est vrai des taux extrêmement élevés.

## .... et elle se détériore dans les économies émergentes et en développement

En revanche, après une période d'embellie où les résultats ont été meilleurs que la moyenne mondiale, un certain nombre de régions et pays en développement à revenu moyen voient leur situation se détériorer, comme l'Amérique latine et les Caraïbes, la Chine, la Fédération de Russie et certains pays arabes. La situation de l'emploi ne s'est guère améliorée en Afrique subsaharienne, malgré une croissance économique en augmentation jusqu'à récemment. Dans la plupart de ces pays, le sous-emploi et l'emploi informel devraient rester irréductiblement élevés ces cinq prochaines années.

La chute sensible des prix du pétrole qui s'est poursuivie au début de l'année 2015 va, si elle perdure, quelque peu améliorer les perspectives d'emploi dans les pays importateurs. Or, cette amélioration ne paraît guère être à même de compenser les effets d'une reprise encore fragile et disparate – synonyme de détérioration pour les exportateurs de pétrole.

De fait, les avancées qu'a connues l'emploi vulnérable ont marqué le pas dans les pays émergents et dans les pays en développement. Le taux de l'emploi vulnérable devrait rester plus ou moins inchangé ces deux prochaines années, s'établissant à quelque 45 pour cent de l'emploi total et s'inscrivant en net contraste avec les déclinés qui ont été observés dans les années qui ont précédé la crise. Le nombre de travailleurs occupant un emploi vulnérable a augmenté de 27 millions depuis 2012 et se chiffre actuellement à 1,44 milliard dans le monde entier. L'Afrique subsaharienne et l'Asie du Sud comptent plus de la moitié des emplois vulnérables dans le monde, trois travailleurs sur quatre occupant un emploi vulnérable dans ces régions.

De même, les progrès réalisés en matière de réduction de la pauvreté au travail ont accusé un fléchissement. On estime qu'un travailleur sur 14 devrait encore vivre dans des conditions d'extrême pauvreté à la fin de cette décennie.

## Les inégalités de revenu se sont creusées, retardant la reprise économique et la reprise de l'emploi dans le monde

Dans les pays pour lesquels on dispose de données, les 10 pour cent les plus riches perçoivent en moyenne entre 30 et 40 pour cent de l'ensemble des revenus. En revanche, les 10 pour cent les plus pauvres perçoivent, eux, quelque 2 pour cent des revenus totaux.

Dans plusieurs économies avancées où les inégalités ont toujours été bien moindres que dans les pays en développement, les inégalités de revenu se sont creusées rapidement après la crise pour atteindre parfois même les niveaux observés dans certaines économies émergentes. Dans les pays émergents et en développement où les inégalités ont diminué de manière générale, les niveaux restent élevés et le rythme d'amélioration s'est considérablement ralenti.

Certaines de ces tendances s'expliquent par le déclin, ces dernières années, des emplois ordinaires destinés aux travailleurs moyennement qualifiés. Ce déclin a été concomitant avec une augmentation de la demande des postes situés aux deux extrémités de l'échelle des qualifications, à savoir les moins qualifiés et les plus qualifiés. Ainsi, les travailleurs relativement formés qui occupaient habituellement ces emplois moyennement qualifiés sont désormais contraints de briguer des postes faiblement qualifiés. C'est cette nouvelle donne qui a configuré la structure de l'emploi et a également participé à l'aggravation des inégalités de revenus enregistrées ces deux dernières décennies.

L'augmentation des inégalités a également, à quelques exceptions près, sapé la confiance dans les gouvernements. Cette confiance s'est effritée relativement vite dans les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, mais aussi dans les économies avancées, en Asie de l'Est et en Amérique latine.

Des déclinés de cette ampleur, surtout s'ils s'accompagnent d'une stagnation ou d'une baisse des revenus, peuvent concourir à nourrir des troubles sociaux. Le rapport indique que les troubles sociaux se sont peu à peu intensifiés alors que le chômage persistait. Ils ont eu tendance à s'apaiser avant la crise mondiale, mais ont repris depuis.

## L'emploi et les perspectives sociales peuvent être dopés

Il est certes possible de modifier ce tableau tumultueux à condition toutefois de s'attaquer aux principaux dysfonctionnements qui en sont la cause. Comme indiqué dans une analyse antérieure du BIT, il importe de soutenir la demande globale et les investissements dans les entreprises au moyen notamment de politiques de l'emploi, des revenus, de l'entreprise et de politiques sociales judicieusement conçues. Le système de crédit doit être réorienté vers le financement de l'économie réelle, et surtout des petites entreprises. Il convient de réagir fermement face à la faiblesse de la zone euro. Et c'est en élaborant une politique fiscale et une politique du marché du travail efficaces que l'on pourra enrayer la montée des inégalités.

Il peut aussi y avoir intérêt à s'attaquer aux vulnérabilités sociales persistantes associées à une reprise fragile de l'emploi, notamment le chômage élevé des jeunes, le chômage de longue durée et la sortie du marché du travail, surtout chez les femmes. Cela signifie qu'il faut engager des réformes globales du marché du travail de manière à soutenir la participation au marché du travail, à promouvoir la qualité de l'emploi et à réactualiser les qualifications.